

N/réf.

V/réf.

Fontenay-sous-Bois le

**Attestation individuelle relative à l'utilisation  
d'un système de caisse TL12/DJ3 V5 (borne de portique de lavage)  
satisfaisant à des conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de  
conservation et d'archivage des données (CGI, art. 286, 1-3° bis)**

**Volet 1 : Partie remplie par l'éditeur du système de caisse**

Je soussignée, CHAILLAT Catherine, représentante légale de la société CARTADIS, éditeur du système de caisse TL12/DJ3 borne de portique de lavage, atteste que ce système, à partir de sa version n° V5.0.1, satisfait aux conditions d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données, en vue du contrôle de l'administration fiscale, prévues au 3° bis de l'**article 286 du code général des impôts**.

J'atteste qu'une version majeure de ce logiciel est identifiée avec la racine suivante : V5 et que les versions mineures développées ultérieurement à cette version majeure sont ou seront identifiées par les subdivisions suivantes de cette racine:  $\geq 4.9.7$ . Je m'engage à ce que ces subdivisions ne soient utilisées par CARTADIS que pour l'identification des versions mineures ultérieures, à l'exclusion de toute version majeure. Les versions majeures et mineures du système s'entendent au sens du **I- I-C-1 § 340 du BOI-TVA-DECLA-30-10-30**.

Fait à Fontenay-Sous-Bois, le 26/03/2018,

Signature du représentant légal de l'éditeur du système de caisse :



**CARTADIS**  
S.A.S. au capital de 241 376 €  
Siret 305 585 887 00063  
Zone des Marais - 1, Av. L. Bobet  
94124 FONTENAY-SOUS-BOIS Cédex  
Tél. : 33.1.48.77.40.60  
Fax : 33 1.48.77.36.47

**Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (Code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.**

**Volet 2 : Partie à remplir par l'entreprise qui acquiert et utilise le logiciel de comptabilité ou de gestion ou le système de caisse**

Je soussigné, .....(NOM Prénom), représentant légal de la société .....(RAISON SOCIALE), certifie avoir acquis le .....(DATE), auprès de .....(RAISON SOCIALE du distributeur), le système de caisse mentionné au volet 1 de cette attestation.

J'atteste utiliser ce système de caisse pour enregistrer les règlements de mes clients depuis le .....(DATE).

Fait à .....(Ville),

Le .....(DATE),

Signature du représentant légal :

**Il est rappelé que l'établissement d'une fausse attestation est un délit pénal passible de 3 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (Code pénal, art. 441-1). L'usage d'une fausse attestation est passible des mêmes peines.**